

## ESSENTIEL

### La Chine : ce ne sera « plus jamais » comme avant



© Bruno Cohen / FEDEREC

La conférence sur la Chine et les impacts de ses décisions en matière d'importations s'est déroulée en préambule au cocktail de Federec

L'évènement s'est déroulé il y a un peu plus d'un mois. C'était l'année dernière, autant dire une éternité. Pour raisons de calendrier éditorial, nous n'avions pu consacrer quelques lignes à ce moment qui ne manquait pourtant pas d'intérêt. Il s'est déroulé en préambule au cocktail de Federec et était évidemment consacré au sujet de l'année: la Chine et les impacts de ses décisions en matière d'importations. Ils étaient quatre à la tribune: Jean-Philippe Carpentier, président de Federec, Dominique Maguin, président d'honneur de Federec et d'EuRIC, Emmanuel Katrakis, secrétaire général d'EuRIC et Arnaud Brunet, le nouveau directeur général du BIR.

#### EuRIC

L'acronyme, désormais, est devenu familier, il n'est pas certain que tout le monde sache parfaitement ce qu'il recouvre. Dominique Maguin a donc saisi l'occasion pour rappeler l'importance de cette nouvelle structure. Entre Federec qui défend les intérêts des professionnels en France et le BIR, plus tout à fait audible auprès des institutions européennes puisqu'il porte aussi des intérêts américains, chinois, indiens..., EuRIC est venu combler un vide de représentativité auprès de « l'Europe ». Confédération, elle défend les intérêts des professionnels du recyclage d'une vingtaine de pays, de 6000 en-

treprises qui génèrent 95 milliards d'euros de chiffre d'affaires et qui gère 300 000 emplois non délocalisables. Auprès d'EuRIC, on se sent moins seul pour affronter les arcanes des institutions européennes. Structurée en branches sur le modèle de Federec, EuRIC a une mission unique: le lobby exercé auprès de la Commission, du Parlement et du Conseil. Elle conduit en outre une mission d'expertise sur les standards européens concernant les matières recyclées. Le 18 juillet, il faisait beau à Bruxelles, rappelle Dominique Maguin, ce qui n'a pas empêché le ciel de tomber sur la tête des professionnels du recyclage; ce jour-là, en effet, la Chine livrait à l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) les mesures de restrictions qu'elle entendait appliquer aux importations de « déchets ». 48 heures pour réagir dans une notification traduite en chinois, juste pour se réserver le droit de pouvoir participer à d'éventuelles négociations. En quelques sinogrammes, la Chine venait de bouleverser le fragile équilibre des marchés de matières premières recyclables des pays occidentaux qui, depuis le début des années 90 (au XX<sup>e</sup> siècle) avaient profité de l'avidité de « la plus grande usine du monde » pour écouler des excédents qu'une collecte forcenée a généré sans que des débouchés de proximité soient assurés à ces matières. Ce n'était, pour ceux qui suivaient de près les tribulations de la Chine, qu'une de-

mi-surprise. Green Fence en 2013, Chinese National Sword en 2017, les Chinois avaient lancé quelques alertes sur leur intention de « rationaliser », pour le moins, les importations de matières premières recyclées. La question se posait encore, remarque Dominique Maguin, quand la sentence du 18 juillet est tombée, de savoir si le changement était de nature conjoncturelle ou systémique. Bien que la réponse soit dans la question, le président d'honneur de Federec renforçait le trait en précisant qu'en Chine, désormais, « les problèmes environnementaux ne relèvent plus de la rhétorique. Ils sont devenus de graves problèmes de santé et par là même des problèmes de nature politique »: une allumette avec laquelle on évite de jouer en Chine. La question n'est pas de savoir si la Chine va rester ou non l'usine du monde: elle le restera mais les plus hautes instances politiques ont clairement fait entendre que cette industrie allait changer de couleur pour « se convertir au vert ». Dominique Maguin remarquait encore que dans son discours de clôture du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois qui s'est tenu à la fin du mois d'octobre dernier, le mot « environnement » avait été prononcé 40 fois par le Président Xi Jinping. La Chine a officiellement un projet: développer sa propre industrie du recyclage et l'on sait que développer une industrie balbutiante s'accompagne généralement d'une dose de protection-



nisme. La Chine, c'est officiellement 1,3 milliard de personnes. Sans doute un peu plus du fait des enfants cachés. L'essentiel de l'industrie chinoise est localisé le long de la Mer de Chine. 500 millions de personnes occupent cette zone. Reste environ 1 milliard de personnes qui attendent d'accéder à une vie meilleure. « Si la Chine veut rester la 1<sup>re</sup> usine du monde, elle devra continuer à avoir accès aux matières premières qui ont largement contribué à son développement. Et ce ne sont pas les 500 millions d'habitants au niveau de vie le plus élevé qui suffiront à approvisionner les usines ». On pourrait peut-être en conclure que les Chinois reviendront sur les marchés occidentaux pourvu que l'on soit capable, un jour, de leur fournir des matières de haute qualité qu'ils attendent et qui n'auront pas d'impact sur leur environnement.

### Une crise « opportune »

Pour Emmanuel Katrakis, les choses sont claires, « la nouvelle politique chinoise a été mise en place pour durer ». Si l'on veut espérer un jour voir les portes du marché chinois se rouvrir, c'est dans les pays occidentaux qu'il va falloir opérer une véritable « révolution culturelle » en matière de traçabilité, de taux d'impureté, donc d'évolution des modes de collectes et de tri. Pour éclairer son propos, Emmanuel Katrakis s'est lancé dans un petit exercice d'étymologie. Le mot « crise » en chinois se dit WEIJI. Il est composé de deux sinogrammes. Le premier WEI signifie « risque », le second JI désigne l'« opportunité ». Optimistes et pessimistes trouvent chacun leur compte dans le mot. Les pessimistes ne retiennent que la première composante du mot : ils en concluent « ça va cogner » et ils n'ont pas vraiment tort. Les optimistes concluent qu'il est urgent d'améliorer nos performances et qu'il est peut-être temps, plutôt que d'emprunter la « voie facile » de l'exportation, de penser à la réindustrialisation de l'Europe et de modifier les standards de nos matières pour que « recyclé » ne soit plus ou moins signifiant de « qualité secondaire ». On peut, encore une fois, faire référence à l'exemple allemand, c'est agaçant, mais les chiffres sont parlants. Il y a quelques années, l'Allemagne exportait annuellement 5 millions de tonnes de papiers recyclés ; aujourd'hui, elle présente un solde importateur net de 2 millions de tonnes. Chercher l'erreur. Évidemment, la solution est de développer des outils pour consommer à notre profit les matières que nous produisons. On a promu en Europe, en matière de recyclage, une politique uniquement axée sur l'offre de matières ; il est désormais en



Ils étaient quatre à la tribune : (de gauche à droite) Jean-Philippe Carpentier, président de Federec, Arnaud Brunet, directeur général du BIR, Emmanuel Katrakis, secrétaire général d'EuRIC et Dominique Maguin, président d'honneur de Federec et d'EuRIC.

## « La nouvelle politique chinoise a été mise en place pour durer »

Europe grand temps de penser à la demande. Pour l'instant, il faut affronter les difficultés sans attendre que les Chinois se renient et reviennent sur les taux d'impuretés exigés pour accepter les marchandises qu'on leur propose. Depuis cette réunion, les Chinois ont publié de nouveaux quotas d'importation pour 2018 : une peau de chagrin. Ils ont également confirmé les taux d'impuretés et les négociations des grandes organisations n'y ont rien changé, pas plus que l'explosion des prix des matières recyclées sur le marché domestique chinois.

### La qualité de l'environnement est le prix de la stabilité politique

À peine installé dans ses fonctions, Arnaud Brunet, Directeur général du BIR a été plongé dans le grand bain, la tête la première et l'eau n'était pas chaude. Depuis qu'il est en poste, il a sans doute passé plus de temps en Chine que dans son bureau bruxellois. Ce qui lui permet de nous apporter un portrait bien ciselé du pays et de ses motivations. Juste après avoir rappelé le rôle du BIR dans cette affaire, à savoir coordonner les positions des différents acteurs et les transmettre d'une part à l'OMC et d'autre part aux diverses parties prenantes chinoises (organisations professionnelles et représentants du gouvernement), Arnaud Brunet arrive rapidement à une

conclusion : « la crise est arrivée et cela ne s'arrangera pas ». Tel Cyrano, on a envie de lui dire : « C'est un peu court, jeune homme ! ». Arnaud Brunet avait entendu cette remarque sans que l'on ait eu besoin de la lui faire. Et d'expliquer, sans justifier pourquoi la situation est aussi grave. « L'amélioration de la qualité de l'environnement est désormais la clé de la stabilité sociale du pays. Elle va offrir au pouvoir central l'opportunité de réorganiser les marchés. On l'a vu avec un certain nombre d'industries lourdes. Ce sera vrai également pour les industries du recyclage. Désormais, le ministère de l'Environnement, la police et les douanes sont au service exclusif de Xi Jinping. Le programme est déjà en place avec un seul mot d'ordre : concentration de l'industrie du recyclage et mise en ordre des marchés. Hier, la Chine importait des matières premières recyclées, demain, elle sera autosuffisante avant de devenir à terme exportatrice. On est face à un mouvement d'une ampleur que nous ne pouvions pas soupçonner. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir mais il faut se rendre à l'évidence : il sera de plus en plus difficile d'exporter vers la Chine. Faut-il désespérer pour autant ? Certes, à court terme, les marchés sont déstabilisés. Nous devons œuvrer à la réorganisation en trouvant de nouveaux débouchés. Le recyclage a encore de beaux jours devant lui. Le BIR va s'employer plus que jamais à valoriser l'image des matières premières recyclées en organisant en 2018 la 1<sup>re</sup> Journée mondiale du Recyclage et en assurant la promotion de « la 7<sup>e</sup> Ressource ». Il faut remettre sur le métier la sortie du statut de déchet. »